La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° **1062** - février 2006

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON prouve, une fois de plus, que certains grands médias, à des fins de propagande néolibérale, déforment la réalité.

page 3 Conte de l'épiphanie

RAOUL LIADÉFRITE nous conte l'histoire d'un banquier suisse et d'un banquier anarchiste calmant les tourments d'un chevalier, preux mais bien endetté.

page 12 En marge du projet Viollette : l'escavage algérien

Issu de nos archives, un article des J.E.U.N.E.S. distributistes qui montre comment ils voyaient **"le rôle positif de colonisation"** *en 1937.*

• RÉFLEXIONS

page 5 Individualisme ou communautarisme ?

GÉRARD-HENRI BRISSÉ s'interroge sur ce qui est dénoncé comme du "communautarisme" et voit un singulier retour en arrière dans la remise en cause de l'identité d'un individu sous prétexte qu'il s'associe à ses semblables…

page 7 Un idéal, un programme, une équipe

… il en déduit qu'un programme doit avoir pour idéal, non pas de gérer en vue des profits, mais tout ce qui concourt à promouvoir la personnalité de chacun, sans discrimination.

page 8 Le choix qui reste

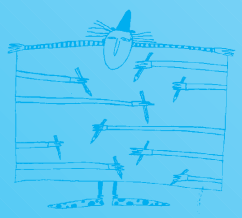
À partir d'un article de Serge Latouche, M-L DUBOIN et HENRI-CLAUDE MATTON pèsent les chances qui restent à l'humanité pour échapper tant à la dictature mondiale qu'à la catastrophe écologique vers laquelle elle court.

page 11 Hé, les femmes !

SERGE BAGU a rencontré l'écrivain Benoîte Gould, qui s'inquiète de voir que la pensée féministe n'est guère transmise aux nouvelles générations… ?

• TRIBUNE LIBRE :

pages 13-15 Courrier des lecteurs.



M 01669-1062 2,20 E

PRE-VISUALISATION OFFSET

AU fil DES JOURS

In-dé-crot-ta-bles !

On pouvait lire dans l'éditorial du *Monde* du 17 janvier, intitulé *"Le pari de l'emploi"* que *«le devoir d'un gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite, est de tout entreprendre pour éradiquer le mal»*, c'est à dire le chômage, dont le taux (officiel) est encore à 9,6%. Et l'éditorialiste ne peut s'empêcher de louer le dernier plan du Premier ministre, consistant à détruire systématiquement le code du travail en précarisant de plus en plus le contrat de travail. *«Sans se soucier d'éventuel procès en libéralisme»*, s'extasie-t-il, *«en matière de lutte contre le chômage, le Premier ministre fait sien le principe de Tony Blair selon lequel "ce qui compte, c'est ce qui marche"»*.

On verra ci-dessous ce qu'il en est du miracle britannique. Notons pour l'instant qu'après nous voir décrit les nouvelles mesures de Dominique de Villepin, notre éditorialiste se prend tout à coup à douter : *«Mais le combat est loin d'être gagné. Le chômage baisse principalement grâce au départ à la retraite des premières générations du baby-boom mais l'emploi ne repartira sérieusement que lorsque les conditions de la croissance seront réunies»*.

La fin d'une illusion

Margaret Hodge, Ministre britannique de l'emploi, a décidé de *«réintroduire dans comptabilité du chômâge et donc de tenter de remettre sur le marché du travail»* (?) un tiers environ des 3 millions d'inactifs en âge de travailler, mais bénéficiant, jusqu'ici, d'une allocation dite d'incapacité[1]. Selon la Ministre, le statut de "malade de longue durée" serait un biais habile pour dissimuler les vrais chiffres de l'emploi. Officiellement le Royaume Uni compte moins de 5% de chômeurs, mais sur une longue période (de 1975 à nos jours) il n'a pas créé plus d'emplois que la France.

Intox journalistique

«L'Irlande, meilleur élève de l'économie européenne», tel était le titre s'étalant sur toute une page de la rubrique "Économie et entreprises" du *Monde*[2]. Les trois quarts de l'article vantaient en effet les bons résultats de l'économie irlandaise (suivant les critères néolibéraux, bien sûr) : d'abord *«les deux indicateurs clés pour toute nation européenne, la croissance et l'emploi»*: meilleur taux de croissance de la zone euro, second PIB par habitant après le Luxembourg, taux de chômage le plus bas de l'Union européenne, accueil permanent de nombreux émigrants (dont la majorité viennent de Pologne ou des pays baltes et jouissent d'un accès quasiment libre au marché du travail), flexibilité du marché du travail, notamment en matière de licenciement, enfin (et surtout) régime fiscal attractif (impôt sur les sociétés le plus faible d'Europe, prélèvements obligatoires inférieurs à la moyenne de l'Union européenne), etc. Le paradis en quelque sorte… Mais, comme toujours, il ne faut pas se borner à lire le titre des articles de ce genre de rubriques, pour se faire une idée de la réalité. Car si l'on continue à lire, on découvre aussi que *«la compétitivité de l'Irlande, réduite par la hausse des coûts de production, est passée du 4ème au 30ème rang mondial entre 2000 et 2005»*, que l'inflation tend à déraper, que l'immobilier flambe, que l'endettement des ménages atteint 133% de leurs revenus annuels, que les services de santé sont en retard, que l'éducation doit être relancée, que les dépenses de recherche sont insuffisantes (moitié moindre que celles de la France) et que ses infrastructures sont à la traîne…

Démocratie ? qu'est-ce que c'est ?

Lors de sa rencontre avec J. Chirac, à Versailles le 23 janvier, la Chancelière allemande, Angela Merkel, a déclaré que l'Allemagne ne voit pas de raison pour l'Europe de renoncer au traité Constitutionnel. Le lendemain, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, reçu à l'Assemblée nationale française, s'est permis d'ironiser sur le "malaise" français, qui serait du au vote Non des électeurs et il n'a pas craint d'annoncer que la directive Bolkenstein serait adoptée par les institutions européennes : *«ce n'est pas en dénigrant l'entreprise,* a-t-il dit, *qu'on créera de la croissance et de l'emploi»* (applaudissements nourris sur les bancs de l'Assemblée).

Pendant ce temps, la Commission donne, dans son jargon technocratique mais néanmoins diplomatique, son avis sur le programme de réformes que lui a transmis en octobre le gouvernement français; elle note que : *«le manque d'objectifs quantifiés, d'évaluations d'impact et d'informations plus détaillées sur les conditions de mise en œuvre de certaines mesures limite le caractère prospectif et opérationnel du programme»*. En ce qui concerne les finances publiques : *«les mesures présentées ne permettront pas de ramener le déficit public sous la barre des 3% […] Un effort accru d'assainissement budgétaire semble indispensable pour garantir la viabilité des finances publiques à long terme»*. En matière de retraites et de santé : *«ces réformes vont dans la bonne direction même si elles sont insuffisantes pour assurer la viabilité à long terme des finances publiques»*. Enfin : *«le développement d'une stratégie globale pour l'emploi des seniors reste un défi essentiel pour la France»*.

En d'autres termes, on veut nous faire avaler tout ce à quoi les Français ont dit massivement Non le 29 mai 2005.

Et le droit constitutionnel ?

Dans son préambule, rédigé en 1946, la Constitution Française proclame que : *«Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances»*. Arguant que les pouvoirs publics doivent faire appliquer la Constitution de la République, un conducteur de car breton, placé à mi-temps contre son gré par son employeur, a demandé à la Préfecture de son département de lui payer la différence entre son salaire et celui d'un plein temps. La Préfecture lui ayant répondu qu'elle n'avait pas un devoir de résultats en la matière, le conducteur a saisi le tribunal administratif de Rennes, attaquant l'État pour non respect de son droit à travailler. On ne connaît pas encore le verdict du tribunal, mais c'est un exemple à suivre.

Jean-Pierre Mon.

1. *Le Nouvel Observateur,* novembre 2005.

2. *Le Monde,* 24/01/2006, p. 12.

3. *Le Nouvel Observateur,* 8-14/12/2005.

Avertissement : le conte qui suit est totalement fictif et ses personnages n'ont rien à voir avec quelque personne que ce soit, existant ou ayant existé.

Conte de l'épiphanie

Il était une fois un preux chevalier dont la renommée s'étendait bien au-delà des marches de son royaume. Cette contrée était peu connue des princes d'Asie car située à l'extrême ponant de l'Empire du Levant, à la pointe d'une petite bande de terre récemment baptisée Europe. Ses habitants étaient si turbulents que les princes d'Asie, agacés, s'employaient à les calmer en déversant force produits sur leurs têtes. L'Histoire rapporte que ce chevalier répondait au doux nom de Thierry, surnommé Le Breton car il s'entêtait à rétablir les finances de son pays, en fort déficit disait-on. En fait, réellement breton par son père et, selon une rumeur sans doute mal intentionée, caniche par sa mère, en raison d'une noire chevelure abondante et bouclée, qui ondoyait au gré de ses chevauchées parmi ses fidèles sujets. Magnanime au plus haut point, il feignait d'attaquer son plus grande ennemi, le Veau d'Or, dont la redoutable puissance inquiétait les princes d'Asie eux-mêmes. En fait, se sachant impuissant à dompter cette bête immonde, il laissait le soin à deux de ses sujets d'égratigner, avec obstination mais sans résultat, la peau inoxydable de ce quadrupède encombrant. Dans l'entourage de Thierry, et même parmi nobles et vilains du royaume, chacun souriait aux attaques proférées depuis une cinquantaine d'années contre le monstre impavide par ces deux sujets, à la constance inébranlable, la bêêê Pierre et l'albêêêrt Jacquard. Leurs mots d'ordre - logement et dignité - rassuraient au point d'endormir ceux, de plus en plus nombreux, qui espéraient un sort meilleur, ce qui permettait aux échevins de tous ordres qui dirigeaient le pays de mener en toute quiétude de leurs querelles pour s'emparer du pouvoir royal. Mais cela était connu de tous et de plus en plus étalé sur la place publique, au point d'envelopper d'une douce torpeur les sujets les plus combatifs.

Pourtant, une mesure brutale vint troubler le royaume de France qui, à peine remis de son passage à la monnaie euro, se vit menacé d'avoir à tout compter en euros, poids et mesures compris. C'est ainsi que Thierry Le Breton, aux journalistes qui le taquinaient, se plaisait à dire : je mesure l euro 71, je pèse 67 euros 28. Langage qui inquiétait, on s'en doute, le psychiatre attaché à sa personne.

Ce que l'on savait moins, c'est que Thierry avait deux filles qui répondaient aux prénoms d'Odette et de Bernadette. L'aînée, Odette, bien que fragile et de peu de poids, était de constitution normale; Bernadette, la cadette, à l'opposé de sa sœur, avait acquis au fil des ans des dimensions monstrueuses. Thierry chérissait Odette qui ne lui causait aucun souci; par contre, il fulminait contre Bernadette qui enflait à vue d'œil et dont il ne parvenait pas à maîtriser les incompressibles proportions. Entre-temps, il avait pris pour habitude de réduire chacun des deux prénoms en un affectueux "dé-dette", malheureuse attention qui faisait accourir l'une quand l'autre était appelée. Pour mettre fin à ce persistant malentendu, Thierry dut se résoudre à nommer Odette, qui ne quittait jamais la maison et dont le poids en euros était des plus faibles, "dé-dette privée", et Bernadette, dont les dimensions augmentaient à vue d'œil et qui s'exposait chaque jour dans la presse "Pie Paul", sur les ondes et les écrans, "dé-dette publique", cette dernière appellation vite contractée en "dette publique", par commodité. Bernadette pesait alors 1.100 milliards d'euros et son père, désespéré, estimait qu'elle atteindrait les 2.000 milliards d'euros au moment de basculer, si l'on peut dire, dans les douceurs d'une retraite bien méritée. Au bord d'une dépression nerveuse annoncée, Thierry se plongea, ● ● ●

dans un premier temps, dans les ouvrages de son maître Adam Smith qui lui conseilla de «*laisser faire et laisser passer*». Laisser passer était inévitable : qui aurait pu freiner la masse de Bernadette propulsée vers des sommets jamais atteints ? Mais il n'était pas question de laisser faire. Thierry décida alors d'interroger son ami Jean-Claude Trèscher qui vivait en ermite au fin fond de l'Europe, dans ces montagnes de Serbie aux populations réputées pour leur aspect paisible et leur sens de l'hospitalité. Le résultat fut pitoyable. «*Dé-dette doit se serrer la ceinture*» proclama l'oracle. «Qu'elle cesse d'alimenter également tous ces chercheurs qui ne trouvent jamais rien, ces fonctionnaires qui s'engraissent à la RTT, ces saltimbanques incapables de se gérer eux-mêmes, ces éducateurs qui dévoient la jeunesse, ces juges inconséquents, ces médecins hospitaliers qui…». «Se serrer la ceinture! Dé-dette! » s'exclama Thierry Le Breton. «Je peux, à la rigueur, lui confectionner une ceinture à 60 trous au lieu des 66 trous actuels[1], mais elle risque l'éventration! Avez-vous pensé à la racaille qui sortirait brutalement de son ventre? Au nombre de kärchers nécessaires à l'assainissement de ses entrailles nauséabondes?» Thierry Le Breton dut encourir les sarcasmes des Serbes avant de regagner la France. En chemin, il rendit visite à son banquier suisse pour éponger «dé-dette privée», de peur de laisser un mauvais souvenir à ses enfants et petits-enfants; celle-ci, on se le rappelle, était de peu d'euros. Contrairement à toute attente, ce fut ce banquier suisse qui tint le langage de la sagesse. «Reprenez vos esprits, Monsieur Le Breton. Tout à fait entre nous, Bernadette va continuer à grossir. Soit. Et après?»

«Comment! Et après?» s'exclama Thierry. «Oui. Et après?» répéta le banquier. «Réfléchissez un instant. Tout grossit, en ce bas monde. La production et le profit du CAC 40 augmentent. La croissance repart. Le nombre de personnes à secourir, de jeunes à embaucher, de retraités à occuper, de fonctionnaires à liquider… grossit également. Cette "dette publique" dont le volume hante vos nuits, par quoi est-elle alimentée? Par de la création monétaire, n'est-ce pas? Quel est le généreux mécène à l'origine de cette création? Il n'existe pas. D'où sort donc cet argent? Du néant. Simple jeu d'écritures, Monsieur Le Breton, simple jeu d'écritures!».

«Mais il faudra rembourser!» s'écria Thierry. Le banquier sourit. «À qui? Pourquoi?» ajouta-t-il avec douceur. «Dormez tranquille, Monsieur Le Breton. Arrêtez de faire peur au peuple de votre royaume en brandissant la photo de Bernadette, continuez à payer vos éducateurs, vos artistes, vos juges… et tous ceux qui font honneur à la renommée de l'esprit français. Libérez-vous des accords de Masstriche. Portez votre déficit annuel à près de 7% du PIB, comme aux États-Unis. Vous verrez, loin de vous nuire, Bernadette sera l'objet de toutes les louanges, elle continuera à grossir pour le bien-être de tous et c'est vous que l'on mettra sur le pavois».

«Mais l'inflation?» s'écria Thierry au bord de l'apoplexie. «Ce n'est pas en prenant à la taille quelques milliards d'euros de plus que Bernadette mettra en danger l'économie. L'inflation a-t-elle augmenté dans les mêmes proportions que le dernier déficit annuel? Non, n'est-ce pas? À propos, où en êtes-vous dans cette malheureuse affaire du Crédit Ligotais?»

«Vingt milliards d'euros» balbutia Thierry, consterné au vu de sa chevelure qui s'effondrait. «Arrêtez de vous faire du souci, Monsieur Le Breton. Arborez la photo de Bernadette au revers de votre veston si cela vous chante. Mais dormez sur vos deux oreilles» conclut le banquier en se levant. La conversation était terminée.

Arrivé en France, Thierry se souvint avoir gardé des liens avec l'un de ses camarades de promotion à l'ENA, autre banquier, mais anarchiste celui-là (à défaut d'excellence, les nouveaux énarques faisaient parfois preuve d'originalité).

«Permets-moi d'avancer une suggestion» dit le banquier au vu de la détresse de son camarade. «Comme tu as tout pouvoir d'innover, émets pour quelques milliards d'euros une monnaie spéciale, qui s'annule à l'achat, sorte de bon à valoir sur quelques productions et services tellement abondants qu'ils tendent actuellement vers la gratuité et fais bénéficier de ces largesses les personnes les plus démunies. Tu allègeras d'autant les stocks d'invendus et donneras un coup de fouet à la production et à la consommation. Agis d'abord par petites doses pour ne pas déclencher de phénomène inflationniste puis, peu à peu, élargis ton domaine d'intervention. Je te garantis le succès. Bernadette ne prendra pas un euro de plus et Jean-Claude Trèscher n'y verra que du feu. Va et fais de beaux rêves».

La sonnerie du réveil-matin retentit. Thierry Le Breton se réveilla en sueur. Les photos de ses deux filles, Odette et Bernadette, lui souriaient sur la table de nuit. C'était un mercredi matin. Soulagé, il courut à travers Paris : le Conseil des Ministres allait juste commencer. Attentionné, son voisin de table Jean-Louis Beau Lot se pencha vers lui : «Comment vont tes deux filles, Odette et Bernadette?».

Alias-Raoul Liadéfrite.

1. On suppose qu'il s'agit là de la volonté de Thierry Le Breton de ramener «dette publique» de 66% à 60% du PIB, un peu comme on dégraisse certains fromages.

L'emploi répété de certains mots, qui sous-tendent des notions vagues, crée des modes, si bien que celles-ci finissent par conditionner l'opinion : communisme, communautarisme, etc. G-H Brissé tente d'en comprendre les sous-entendus :

Individualisme ou communautarisme ?

par Gérard-Henri Brissé

Depuis une décennie, l'Occident, et singulièrement la France, se sont découvert un nouvel ennemi.

À l'issue de la Seconde guerre mondiale, ce fut d'abord "le communisme" et tous les États censés le représenter.

Après quoi, le mur de Berlin s'étant écroulé sous les coups de trompette conjugués de Radio Europe Libre et de la *Voice of America*, on s'inventa un nouvel adversaire, à savoir l'islamisme. On soutint d'abord la version la plus radicale parce que la plus édulcorée du message de Mahomet, fort répandue à travers l'Afghanistan par ces éternels étudiants en théologie nommés talibans, parce qu'ils constituaient alors le bouclier jugé le plus efficace pour contrer l'expansion soviétique dans cette partie du monde. Après quoi, des milliardaires en pétro-dollars en firent une arme de guerre contre le capitalisme transnational, et plus précisément contre le cœur de ce dispositif installé aux États-Unis. Voilà donc le décor planté pour une troisième guerre mondiale. D'un côté, les donjons de ces châteaux forts contemporains érigés par les grandes fortunes mondiales, apatrides et transfrontalières; de l'autre, des desperados usant et abusant de la violence totale, du suicide individuel, voire collectif, à coups de cocktails Molotov, de bombes artisanales, de voitures piégées, voire de simples pierres (Intifada) sous le label du terrorisme et de la lutte contre l'impérialisme mondial.

Quel communautarisme?

Mais ce tableau simplifié n'est que l'envers du décor. Le fond du problème est la place donnée aujourd'hui par les milieux dirigeants à l'individu dans la société.

L'ultra-libéralisme trouve sa projection dans le régime du général Pinochet, introduit au Chili par l'école américaine dite "de Chicago". Cette école de pensée préconise le libre échangisme intégral. Et seul un pouvoir politique fort permet de maintenir "l'ordre et la loi"[1] et d'offrir un cadre de protection contre son principal adversaire qu'est à l'époque, le communisme.

Ce concept ultra-libéral fut étendu d'abord aux États de l'Amérique latine, Argentine, Brésil, puis à l'Amérique Centrale et aux autres continents.

L'objectif de ces gouvernements à forte connotation militaire était en réalité de préserver les intérêts nord-américains un peu partout sur cette planète.

Au regard des excès de ces régimes dénoncés régulièrement par les militants des Droits de l'homme, ils sont progressivement remplacés par des pseudo-démocraties "à l'américaine", où des groupes militaires ou milices armées à la solde des nouveaux compradores font régner l'ordre dans ces paradis de l'ultra-libéralisme anglo-saxon.

Et leur adversaire authentique n'est plus le communisme, ni même l'islamisme, mais bien "le communautarisme" contre lequel convergent tous les anathèmes.

Quelqu'un a-t-il tenté de définir clairement, par delà ces tribunes de critiques, ce que recouvre le concept de communautarisme, censé constituer l'art et la manière de se regrouper en communauté?

Ce qui est reconnu comme positif dans la "communauté de biens", la "communauté de communes", la "communauté européenne", la "communauté de nations", la "communauté internationale", aurait-il une odeur de soufre lorsqu'il s'applique à une communauté d'idées, de projets, de travail, de loisirs, voire d'inspirations ou de pratiques religieuses, ce qu'on s'acharne à confondre allègrement avec un phénomène de repli sur soi de certains groupes sociaux qui se muent en ghettos? Le communautarisme est-il soluble dans la ghettoïsation, voire dans une forme larvée de corporatisme?

Le concept de communauté est indissociable de la notion de personne, qui elle-même se situe bien au delà de l'individu. On fait aujourd'hui l'éloge de l'individu et de l'individualisme. Et l'on plante la société idéale républicaine comme une mosaïque d'individus, ou de groupes d'individus que tout oppose, que l'on met en concurrence comme des charognards dans un bocal, et que l'on confronte à une égalité des chances qui n'est que la consécration de la loi du plus fort alors qu'on sait très bien que l'égalité entre les personnes n'existe pas, si ce n'est au regard d'une égalité de droits juridiques.

Un singulier retour en arrière

Cette conception qui s'oppose à l'idéologie collectiviste, où l'individu n'est rien face à la collectivité qui le digère, est un singulier retour en arrière, au temps où le pouvoir de la bourgeoisie en place s'opposait à l'idée même d'association. On en revient à la trop fameuse loi Le Chapelier* du 14 juin 1791, qui interdit, au nom des acquis de la Révolution, les coalitions de citoyens, et

1. de l'Américain "law and order" .

donc toute espèce d'association. Cette loi est la base du système ultra-libéral. C'est ce concept juridique qui va servir de guide au système capitaliste du XlXè siècle : grève hors-la-loi, entraves à la liberté d'association, salariés à la disposition du patronat.

Tout est fait, aujourd'hui, pour faire barrage à la création ou à la pérennisation des associations, en particulier dans les quartiers dits "sensibles" dont les populations sont abusivement assimilées à des "communautés".

C'est ce qui ressort clairement d'un essai ultra-libéral publié récemment par un journaliste du *Figaro*. Il y dénonce un communautarisme qui enferme l'individu dans un déterminisme. Cette régression par rapport aux principes de l'émancipation de 1789 s'introduit sous la thèse de "l'identité" présentée, ainsi qu'en 1940, comme "le dépassement de l'individualisme"[1]. Si l'on en croit cet auteur, nous voici ramenés, avec ces notions "d'identité" et de "communautarisme", sous le régime de Pétain. Soulignons simplement que le régime de Pétain a tenté de rétablir le système des corporations qui existait sous l'Ancien Régime. Cela n'a rien à voir avec un quelconque "communautarisme".

Décidément, cette époque bizarre déforme tout, dissèque tout sans en tirer de leçons ni procéder à d'édifiantes synthèses. À quoi rime le prétendu débat sur la colonisation, si dans le même temps, on déterre en haut lieu la vieille menace de l'arme nucléaire? À quoi ont servi ces gesticulations incompréhensibles qui ont consisté à envoyer le porte-avions Charles de Gaulle sur le site de Trafalgar?…

L'identité remise en cause

Les charges portées contre la notion d'identité vont dans le même sens. Le communautarisme serait l'antidote de la République! Le reniement identitaire puise au tréfonds du racisme, du mépris d'autrui. Une personne, ou une communauté de personnes, se définissent par leur identité. L'identité de l'autre se différencie de la mienne, ne serait-ce que physiquement, par ses empreintes digitales, son ADN, son code génétique. La personnalité se construit dans le temps, donc se différencie, par ses connaissances acquises, son expérience, la qualité de ses relations avec les communautés qui l'entourent et, donc, concourent à son épanouissement.

Ce que j'ai esquissé sous le vocable de "sociocratie" n'est autre qu'une société organisée sur la base d'une structure fédéraliste, en escalier, qui implique justement l'abandon par une communauté de personnes d'une partie de sa souveraineté à l'échelon social immédiatement supérieur.

Nous évoluons, grâce à la révolution des techniques, notamment celles de l'information de plus en plus sophistiquées (la révolutionique), vers un monde complètement déboussolé, déstructuré, sans repères et points d'ancrage. Notamment à travers internet et ses blogs[2], des millions de "tribunes" ont trouvé un support pour s'exprimer. Mais ce mode opératoire, qui allie la quantité des analyses à la rapidité de diffusion, soufre d'un handicap sérieux: sa volatilité et sa fragilité.

Plus généralement, j'observe que la construction européenne se réduit à une discussion de marchands de tapis. Sur l'ampleur des fonds à accorder aux nouveaux États adhérents des pays de l'Est; sur la TVA pour l'accroître dans certains secteurs d'activités; ou encore sur la manière de hâter la privatisation de services publics nationaux qui fonctionnent bien, comme les transports aériens, les ports, les autoroutes. La construction européenne ne se limite sans doute pas à ces dossiers-là, mais on remarque que là où ces secteurs publics ont été privatisés ou dérégulés, les avions tombent, les trains déraillent, ralentissent ou arrivent en retard, au nom de la sacro-sainte rentabilité et de la préoccupation de … la dette publique!

C'est cela, le progrès?

* Le Chapelier
Isaac René Guy Le Chapelier, qui naquit en 1754 et mourut sur l'échafaud le 22 août 1794, fut l'un des initiateurs du Club des Jacobins; il avait rejoint le parti des émigrés par peur des masses populaires dont il redoutait, comme bon nombre de bourgeois de l'époque, les capacités d'organisation démocratique.

1. *L'Express*, du 20/10/2005

2. comme le remarquait, fort pertinemment, H.M. dans le courrier des lecteurs de la *GR* 1061, p. 14.

Le droit du travail se "modernise"

Dans *Le Monde* du 5 janvier, un article dont le titre est révélateur d'une situation de naufrage «*Avoir un emploi et dormir dans la rue*», Laurent Mauduit analyse le numéro spécial (décembre 2005) de la revue *Droit Social*, intitulé «*Un nouveau droit du travail et de l'emploi* » qui revient sur les réformes et les modifications brutales que le droit du travail a subies ces dernières années. Jean-Jacques Dupeyroux, figure dominante du droit social français depuis 30 ans, et qui a longtemps dirigé cette publication, créée en 1938, y tire avec des accents fort pessimistes le sens général des mutations que vit le droit social français. Il conclut : «*Á l'heure où les actionnaires sont les maîtres du jeu, au moins dans les grandes entreprises, et où ceux qu'ils placent à la tête de ces entreprises sont les gérants dociles de leurs seuls intérêts financiers, le monde du travail, dont le chômage, la précarité, le sous-emploi défont la capacité de résistance, risque d'enregistrer défaite sur défaite. Avec au bout la situation américaine avec ses "working poors" (travailleurs pauvres) : ils ont un emploi mais couchent dans la rue… L'horizon est noir.*»

Mouloud

Les médias vont certainement tenter d'épuiser nos facultés de réflexion en nous rapportant, chaque jour, tout au long de cette année qui ne fait que précèder celle de l'élection à la Présidence de la République, les propos de tel ou telle potentiel(le), ou futur(e), ou virtue(le) candidat(e). Pareille bataille d'ambitions personnelles ne nous intéresse pas. Mais sans "rouler pour un(e) candidat(e)", G-H Brissé ne refuse pas de penser à ce que pourrait être un programme :

Un idéal, un programme, une équipe

Le seul critère de gestion aujourd'hui est la recherche du plus grand profit financier en faveur d'une minorité d'actionnaires. Pour aboutir à quoi, sinon à un environnement de plus en plus dégradé et insalubre, à des injustices et inégalités sociales croissantes?

Cela vaut pour les hôpitaux où l'on doit faire face à des pénuries de matériel et de personnel, et où l'on fait appel à des médecins et infirmier(es) étrangers sous-rémunérés.

Cela vaut pour nos écoles et lycées, et aussi pour nos universités dont l'accès se paie en droits d'inscription de plus en plus élevés, ce qui y introduit de fait une sélection par l'argent, donc une inégalité.

Ce qui m'étonnera toujours, c'est que des politiques qui se prétendent "de gauche" participent allègrement à l'énoncé de concepts aussi grossiers.

Dès 1963, j'ai énoncé ce slogan : un idéal, un programme, une équipe.

L'idéal, c'est tout ce qui concourt à promouvoir la personne, les personnes, sans aucune discrimination, à faciliter leur intégration au sein de communautés ouvertes, de travail, de loisirs, de culture, etc.

Quand j'observe, par exemple, que l'on contraint des personnes de nationalité étrangère, jeunes ou non, à faire des queues de plusieurs heures, voire dans le froid ou dans la neige, devant certaines préfectures de la région parisienne, parce qu'elles doivent procéder au simple renouvellement de leur titre de séjour, je vois la manifestation d'un mépris intolérable à l'égard de gens dont on a accepté la présence sur notre territoire.

Et on s'étonne, après, que ces personnes attrapent le virus de la haine, qu'elles se révoltent contre la condition qui leur est faite?

Nous n'apporterons sûrement pas nos suffrages à ceux qui traitent ainsi les citoyens par le mépris, sous le prétexte de leur garantir une sécurité bien illusoire.

Il est temps que soit énoncé et appliqué un statut de la personne, dans l'exercice de ses droits et de ses devoirs. En particulier par l'accès de tous, de la naissance à la mort, aux biens et services de grande consommation qui sont disponibles sur le marché. L'attribution d'un revenu social garanti par le truchement d'une monnaie de consommation, hors des circuits de spéculation, doit déboucher pour chacun à un droit à la vie.

Cette mise en œuvre doit s'accompagner de mesure concrètes concernant la réforme de la fiscalité et les modalités de recouvrement.

Il faut qu'au sein des conseils d'administration des entreprises soient représentés, en amont, les producteurs-fournisseurs, et, en aval, les salariés et les consommateurs.

Il importe que chacun puisse évoluer dans un environnement salubre et loger dans des conditions acceptables.

Il devient urgent de réhabiliter la notion de service public, tant en esprit que dans les structures.

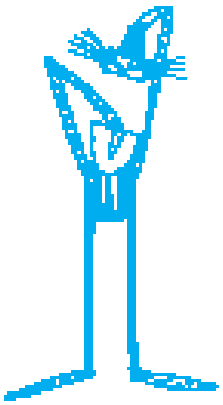
Enfin… une grande et active campagne doit être lancée contre la violence, à tous les échelons de la société, de l'école à l'entreprise, du quartier où l'on vit au lieu où on travaille. Cette campagne trouvera son prolongement dans la modification des comportements individuels et de groupe.

De telles réformes ne peuvent être actionnées que par des équipes bien déterminées à les faire aboutir. Une équipe, cela ne se résume pas à ces campagnes à l'américaine, organisées autour d'un individu, quelles que soient ses compétences et son expérience.

Etre candidat au scrutin présidentiel, c'est présenter aux suffrages de la population un gouvernement apte à la diriger. Parce qu'aujourd'hui la gestion des affaires publiques relève beaucoup plus d'un travail en équipe que du savoir-faire* d'un seul.

G-H B.

*NDLR : ou seulement du savoir-parler…



Le choix qui reste...

Sous le titre "écofascisme ou écodémocratie", Serge Latouche passait en revue, dans *Le Monde Diplomatique* de novembre dernier, les éventuelles possibilités d'arrêter la croissance aveugle sur laquelle repose la survie du capitalisme, et d'éviter ainsi la catastrophe écologique de plus en plus prévisible vers laquelle nous sommes entraînés.

Alors que le consensus pour la sauvegarde de la planète, pour la préservation de l'environnement, pour la conservation de la flore et de la faune, est assez général, il cherchait à comprendre où se trouvent les "ennemis du peuple" qui activent la "mégamachine" quand, dans cette économie de marché, les grandes responsabilités ne sont plus assumées par personne?

Un programme réformiste, tirant les conséquences de bon sens du diagnostic réalisé, peut s'énoncer en quelques points simples, constatait-il, et un économiste, A.C.Pigou, en avait déjà formulé le principe il y a un siècle. Mais ceci implique, entre autres, de mettre tous les dysfonctionnements écologiques et sociaux à la charge des entreprises qui en sont responables. Or, les *«entreprises obéissant à la logique capitaliste seraient largement découragées»* ce serait, en fait de réforme, *«une véritable révolution»*. Et l'auteur en tirait cette conclusion: *«Le programme d'une politique de décroissance est donc paradoxal, parce que la perspective de mise en œuvre de propositions réalistes et raisonnables a peu de chance d'être adoptée, et moins encore d'aboutir, sans une subversion totale qui passe par la réalisation d'une utopie : la construction d'une société alternative»* au capitalisme.

Restent alors deux issues : la dictature globale et la démocratie locale.

«Confrontés à la menace d'une remise en cause de leur niveau de vie, les masses du Nord seraient prêtes à s'abandonner aux démagogues promettant de le préserver en échange de leur liberté» et certains penseurs, formant le groupe de Bilderberg[1], y songent *«au prix de l'aggravation des injustices planétaires et… de la liquidation d'une part notable de notre espèce»*.

Ceux qui, comme les distributistes, rejettent toute dictature et sont attirés par l'utopie de la convivialité, préfèrent évidemment à cette solution radicale et assassine celle qui repose sur "l'écodémocratie locale", selon l'expression de Serge Latouche, qui estime que celle-ci ne peut probablement fonctionner qu'à l'échelle de petites unités homogènes susceptibles *«de satisfaire localement la plupart des besoins essentiels»* et que *«l'utopie locale est peut-être plus réaliste qu'on ne croit, car c'est du vécu concret des citoyens que procèdent les attentes et les possibles»*. Il cite un auteur, T.Fotopoulos, qui fixe à 30.000 environ le nombre d'habitants d'une telle unité, alors que nous avons avancé, a priori, l'échelle de la région, soit beaucoup plus d'habitants.

Le réalisme semble donc être de commencer à la plus petite échelle, comme le font les SEL ou comme tentent de le faire nos amis de la région de Mulhouse, ne serait-ce que pour susciter le débat autour de ces problèmes essentiels de notre temps et pour inciter à la réflexion sur l'organisation nécessaire et certainement possible d'une société basée sur la convivialité.

M-L Duboin.

1. le groupe de Bilderberg est une société semi-secrète dont les membres font partie de "l'élite" occidentale.

Et pourtant, H-C Matton ne croit pas que le salut puisse venir de ces "écodémocraties locales", il exprime ainsi son pessimisme :

Décroissance et utopie

Je lisais dernièrement dans *Le Monde Diplomatique*, Bible des membres d'*Attac*, un article de Serge Latouche sur la nécessaire décroissance économique pour les raisons que l'on connaît, dont la principale semble être le réchauffement planétaire et ses conséquences peut-être dramatiques. *«Ce que l'on ne sait pas, c'est peut-être terrible»*, écrivait Rimbaud. Mais des raisons, on pourrait en citer beaucoup d'autres, car cette trouvaille, qui commence à se manifester, ne date pas d'hier (voir Club de Rome des années 70). Petite musique dans le bruyant concert de la nécessaire reprise économique dont on sait que, loin de créer des emplois, elle en détruit (n'en déplaise aux politiciens de tous bords ou presque). À partir de là, Serge Latouche aborde la question de forme, à savoir: comment amorcer cette fameuse décroissance. Et d'envisager les solutions qui s'offrent à nous, et qui vont se heurter, bien entendu, à de

tels obstacles qu'on en frémit d'avance. Dont, en premier, l'ardente obligation de se débarrasser du capitalisme et de l'idée même de propriété, sine qua non…

Voilà du pain sur la planche. Surtout quand on se souvient que dans ces mêmes années 70, un ministre, Edgar Pisani, avait commis un livre intitulé *l'utopie foncière*. Dans ce livre, génial de lucidité, cet ex-ministre de De Gaulle énumérait toutes les raisons de s'attaquer, sans tarder, au problème de la propriété foncière qui devait passer du particulier aux collectivités locales. Pisani n'était pas dupe de la difficulté de la tâche, mais il en faisait la pierre angulaire de la défense de la chose publique, dans un monde où il entrevoyait la montée en puissance d'un secteur privé dévastateur. *«Il faudra deux cents ans pour la réaliser mais il faut s'y attaquer sans retard»* concluait-il. Je crois qu'il était aussi membre du Parti socialiste … on mesure l'abîme qui s'est creusé entre lui et ses successeurs! À l'époque j'avais résumé ce bouquin dans une revue de la ruralité profonde, et j'ajoute, pour l'anecdote, sans la moindre manifestation d'un trouble quelconque.

Une des raisons invoquées pour la collectivisation des sols, en dehors de la rationalisation de leur mise en culture, était l'aménagement du territoire et son utilisation raisonnée.

Prenons deux exemples d'actualité: la pollution des eaux par les nitrates et les sols affectés au logement. L'agriculture intervient à 80% dans la pollution des eaux par les nitrates, les agriculteurs n'y peuvent mais… Dès qu'on passe la charrue, on déclenche un phénomène très naturel, la minéralisation. Sous un sol forestier, la teneur en nitrates de l'eau de la nappe ne dépasse pas 5 mg par litre, mais dans un sol cultivé on descend difficilement au dessous de 25 à 30 mg, et à condition de pratiquer la fertilisation raisonnée et les cultures intermédiaires. Pour faire mieux, il faudrait avoir la maîtrise du territoire pour installer des zones-pièges à nitrates, zones enherbées judicieusement choisies, et protéger les eaux de surface, etc. Pour les logements Borloo à cent mille euros, même topo. Moralité, il est indispensable d'avoir la maîtrise des sols, tant dans une question aussi vitale que celle de l'eau, que dans celle qui nous explose à la figure aujourd'hui, la spéculation foncière. Et il y a mille autres raisons encore à la nécessaire collectivisation des sols…

Je reviens à Serge Latouche. Après avoir constaté la difficulté de la mise en œuvre de "l'éco-décroissance", il faudrait la justifier auprès du grand public en évoquant des solutions de remplacement à son appétit consumériste: la culture, les relations humaines, les sports non compétitifs, les religions (haut risque)… Mais tout çà prendra du temps. Et quand on voit l'état mental des populations, le nôtre… et le tout sous l'œil biblique de Big Brother! Et puis, il doit bien y avoir des gens qui ont d'autres idées pour résoudre les questions évoquées. Passons sur les spéculations multiples, pour en arriver à une conclusion lapidaire : *«pensons global et agissons local»*. Donc pas question de gouvernance mondiale, mais mise en place d'unités de population autonomes, qui ne dépasseraient pas trente mille habitants, avec une activité satisfaisant les besoins de base, une gestion collective démocratique basée sur la participation de tous ses membres, le renouvellement rapide des responsables élus. Ces groupes autonomes ne devraient pas être fermés mais largement ouverts sur l'extérieur tout en respectant la règle de base impliquant des échanges réguliers de population. S.Latouche estime qu'on devrait respecter la norme dans les grandes villes. On comprend mal comment! En réalité une sorte de fouriérisme revu et corrigé.

On peut, bien entendu, se gausser de ces élucubrations et l'on aura probablement raison car le rêve de la Cité idéale n'est pas nouveau; tout au long de l'Histoire, des idéologies ont fleuri et capoté devant la terrible réalité humaine, le pouvoir et ses dérives monstrueuses. Comment peut-on croire dans ces conditions à une solution de ce type, démocratique? Une des dernières communautés de modèle fouriériste, le Familistère de Guise, a disparu après 68. Mais il n'était pas de type démocratique à proprement parler. Il reposait sur un homme, certes génial, Godin, qui avait érigé dans les années 1850 ce monument à la collectivité de travailleurs. Ce familistère était autonome, mais il était aussi la traduction par un grand patron de l'utopie fouriériste: des logements prodigieusement confortables pour l'époque, un environnement incroyable : école, théâtre, jardins, le tout regroupant près de mille personnes. On a dit beaucoup de choses sur Godin et sa mégalomanie, n'empêche qu'à sa mort, il a légué son Familistère aux ouvriers. Et l'autogestion y a perduré, tant bien que mal, plus de soixante ans.

Aujourd'hui, on voit se développer un mouvement vers la création d'écovillages avec des moyens apparemment assez dérisoires ; mais dans la foulée ne pourrait-on pas projeter quelque chose de beaucoup plus vaste et ambitieux? On ne devrait pas avoir de mal à trouver des volontaires, vu la foule des altermondialistes réunis dans de grandes messes où l'on fustige, avec raison, les dégâts du néolibéralisme. À la suite de quoi on rentre au bercail profiter des petits privilèges de situation. C'est, entre autres, le cas des politiciens qui sont ravis d'aller faire un tour au pays de la Samba avant de revenir inaugurer les chrysanthèmes. Je plaisante, bien sûr, mais rien ne bougera tant que ceux qui ont une conscience claire des questions environnementales, énergétiques ou de la diversité qu'elle

soit biologique, sociale, culturelle ou linguistique, ne s'investiront pas dans des actes et non seulement des mots creux. Bien entendu, c'est impossible. Tous autant que nous sommes, ligotés dans un système inextricable, dans une logique implacable dont il serait vain de croire qu'on pourrait infléchir quoi que ce soit. Cette logique, c'est celle du pouvoir, de la domination, en un mot, de l'humanité dans toute sa splendeur, arrogante et dominatrice comme avait dit quelqu'un. Et qui mieux que Huxley a défini la question de fond: histoire de l'homme, histoire de la liberté profondément liée à l'idée d'esclavage. Dans ses tentatives pour accéder à l'idée de liberté, l'homme échange un esclavage pour un autre: esclavage originel, esclavage du ventre vide et de la mauvaise saison, esclavage de la nature (opinion par ailleurs contestée aujourd'hui mais qu'importe). On échappe à la nature par l'organisation sociale et l'invention technique. Dans une cité moderne, il est possible d'oublier que la nature existe dans ses aspects hostiles.

L'esclavage naturel aboli, un nouvel esclavage apparaît, celui des institutions, religieuses, légales, économiques, éducatives. On change d'institution pour recouvrer une nouvelle liberté et pendant le bref instant entre l'ancienne et la nouvelle institution, une lune de miel s'installe, rapidement mise à mal par les nouvelles contraintes: indéfiniment.

Seule, une infime partie des individus, de par une situation économique favorable, jouit d'une véritable liberté, d'autant plus que le contexte s'y prête. Pour eux, les institutions constituent un cadre solide à l'intérieur duquel ils peuvent effectuer toutes les acrobaties qu'il leur plaît.

Alors, la décroissance, elle se fera sans nous, sans une volonté humaine car ce serait contre nature, à l'occasion d'une catastrophe écologique, par exemple; ou bien les choses se dérouleront autrement, en dehors de nous, possiblement comme l'a imaginé Jean-Michel Truong, psychologue, philosophe et chercheur en intelligence artificielle, auteur d'un essai magistral en forme de pamphlet[1].

1. *Totalement inhumaine*, éditions *Les Empêcheurs de tourner en rond.*

Lecteurs de la région nantaise, allez nombreux voir la nouvelle création de

la compagnie de la Tribouille

Les contes de la richesse

d'après le livre **RECONSIDÉRER LA RICHESSE** de **PATRICK VIVERET :**

Premier conte :

LE PARADOXE DE L'ERIKA

Installé autour d'un surprenant espace de jeu circulaire, le public est plongé au coeur du fonctionnement économique et de ses paradoxes les plus étonnants.

Avec: Solène Gendre,
Frédéric Riclet
et Pierre Roba

Mise en scène et adaptation :
Philippe Piau.

• Les 7, 8, 10 et 11 février à 20h00
POL'N - 11 RUE DES OLIVETTES à NANTES
Réservations au 02 51 82 36 71

• Le samedi 16 mars à 20h30
THÉÂTRE DE LA GOBINIÈRE à ORVAULT
Réservations au 02 51 78 33 33

• Le vendredi 24 mars à 20h30
ESPACE CULTUREL CAP-NORT à NORT-SUR-ERDRE
Réservations au 02 51 12 62 66

La deuxième création, "Le radeau de la monnaie", aura lieu en mars 2006

Nous entretenons consciemment ou inconsciemment des liens quasi-fétichistes avec la monnaie. Sa dématérialisation progressive a transformé sa conception et son utilisation et sa privatisation croissante la détache de sa fonction originelle pacificatrice.

La troisième création aura lieu en 2007

Un dernier chapitre pour aller chercher tout au fond de nous pourquoi nous en sommes là, d'un point de vue philosophique et historique, notamment dans notre rapport au temps.

Contact Compagnie : Pierre Roba : 5 RUE DE GIGANT, 44000 NANTES
téléphone 02 40 73 30 20 ou 06 80 85 81

Hé, les femmes !

Je viens d'assister dans le cadre du festival du film court francophone de Vaulx-en-Velin, à une soirée spéciale consacrée à la femme et au cours de laquelle plusieurs films furent présentés sur ce thème. **BENOÎTE GROULT** l'honorait de sa présence. Elle a 85 ans et n'a pas perdu un poil de sa verve corrosive et pleine d'humour. Bien que les femmes vivent mieux maintenant, et elle le reconnait, elle constate que la pensée féministe n'est guère transmise aux nouvelles générations. Il lui semble que la société actuelle rétrograde et que la femme y redevient une femme-objet. Il suffit, dit-elle, de regarder la prolifération des magazines féminins dans lesquels on ne lit plus que des conseils de beauté et des régimes amincissants !

Mais leur situation est plus grave en Afghanistan. Les femmes n'y retrouvent pas les professions qu'elles exerçaient avant le passage des talibans (médecins, institutrices, etc.).

Comme nous, la publicité horripile Benoîte Gould, d'autant qu'elle muselle la presse : elle se souvient que plus jeune, elle a participé à la rédaction d'un hebdomadaire féminin, et qu'au fur et à mesure que ses idées paraissaient, les recettes publicitaires diminuaient jusqu'au tarissement complet, alors vint la disparition du magazine.

J'ai pu lui parler. Je lui ai dit que tout est fait pour abrutir le peuple et lui enlever une grosse partie de son esprit critique, et j'ai pris en exemple la soirée de l'élection de Miss France où 10 millions de personnes étaient rassemblées devant la télé, alors que le Téléthon (que je n'apprécie guère) n'a atteignait pas, le même soir, deux millions de téléspectateurs. Elle trouve ça atterrant d'autant plus qu'on ne peut rien faire contre cet état de chose. Et elle m'a exprimé son amertume sur le silence entretenu par les médias sur les grandes voix féminines.

Un espoir quand même: de plus en plus de femmes prennent le pouvoir, et elle a cité la Suède en exemple, où le Parlement compte autant de femmes que de mâles. Depuis qu'il en est ainsi, et comme par miracle, dit-elle avec humour, le Parlement suédois est doté d'une crèche ce qui permet aux jeunes mamans de s'occuper pleinement de politique.

En Allemagne, où ses livres sont plus lus qu'en France, la situation des mamans est catastrophique car toutes les crèches ferment en début d'après-midi ce qui leur enlève toute possibilité d'exercer pleinement un métier. Benoîte Groult nous a cité des cas de jeunes femmes ne voulant pas d'enfants à cause de cette situation.

En France les femmes sont un peu mieux loties à cause des maternelles et des crèches dont les horaires sont moins stricts.

Mais il faut rester vigilant, car le discours actuel tend à renvoyer les femmes au foyer comme autrefois.

Serge Bagu.

Éducation à la mendicité

Je suis outré par un reportage diffusé le vendredi 6 janvier dans le J.T. de Claire Chazal sur T.F.1. : dans une classe de CM2 de la région parisienne on lobotomise le cerveau des écoliers en leur présentant la charité comme quelque chose de tout à fait normal.

Il s'agit de l'opération pièces jaunes. L'institutrice a fait confectionner et décorer par les élèves de petites tirelires en carton, pour s'en servir ensuite à faire la quête. Le tout assorti d'un discours dégoulinant de bons sentiments.

Comment un écolier de cet âge peut-il refuser de participer à cette opération de mendicité (baptisée solidarité) quand on lui dit que c'est pour améliorer le sort d'autres enfants moins favorisés qu'eux par la vie ? Tant mieux pour les bénéficiaires, mais je trouve scandaleux qu'on se serve des enfants pour attendrir le cœur des futurs donateurs.

L'État compte de plus en plus sur le bon peuple pour assumer ses propres fonctions, mais dilapide l'argent du citoyen en offrant à madame Chirac et sa clique un voyage à Rome pour baiser la main du pape. Écœurant !

Serge.

Le rôle positif de la colonisation...

Avant la Seconde guerre mondiale, les "distributistes" avaient de nombreux groupes très actifs en Algérie et au Maroc. Nous avons donc eu la curiosité de rechercher dans nos archives s'ils avaient exprimé, à cette époque, des idées sur le *«rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord»* selon les termes de l'article d'un texte de loi qui vient d'agiter les esprits (et dont on vient juste d'apprendre qu'il allait, heureusement, être abandonné). Voici reproduit intégralement, dans le style de l'époque et sans commentaire, ce qui parut dans le mensuel des Jeunes Équipes Unies pour une Nouvelle Économie Sociale (J.E.U.N.E.S.)[1], en mars 1937 :

1. sur les JEUNES, voir *GR* 059, octobre 2005.

En marge du projet Viollette*: l'esclavage algérien

À dates presque régulières, la question de l'indigénat algérien vient faire les frais de l'actualité métropolitaine. Il est à remarquer que ces dates correspondent toujours à des époques de troubles, de révoltes sourdes des populations indigènes.

Aussi de France essaie-t-on de savoir quels peuvent être les désirs de ces populations et dans quelle mesure ils peuvent être satisfaits, compte tenu de l'évolution intellectuelle, du bien-être matériel et surtout des qualités et des tares de races bien différentes de la nôtre.

Les informations les plus sérieuses nous sont fournies par des hommes ayant vécu de longues années en Algérie, voire même natifs d'Algérie, qualités qui donnent à leurs relations une valeur que personne ne songe à contester, et pourtant...

Il faut avoir fouillé des crânes comme j'ai pu le faire du haut en bas de l'échelle sociale européenne algérienne pour juger du parti pris inconscient de tous les "roumis" contre les "ratons".

Il ne faut pas croire que l'Algérie soit faite de trois départements français, c'est une "colonie", c'est-à-dire un territoire sur lequel des "blancs" rachetant de leur labeur personnel la pénible, meurtrière et inhumaine conquête à la baïonnette, se sont comportés en courageux pionniers, défrichant, irriguant les terres, aménageant les villages, les ports, etc., etc.

Premier colons qui ne récoltèrent pas toujours le fruit de leur cran et de leur peine, auxquels succédèrent les générations "colonialistes" d'hommes, véritables seigneurs, dont le seul mérite fut d'avoir hérité de vastes domaines en état, qu'ils firent cultiver par un troupeau d'esclaves d'autant plus docile qu'il était sous alimenté et soumis aux polices, justice et administration de ceux-là même qui l'exploitaient.

Ces temps n'ont pas changé, hélas! et si l'on peut lire sous la plume de vieux Algériens que les indigènes ne désirent pas la nationalité française, si l'on peut voir qu'en seize ans, 2.300 indigènes seulement ont demandé la nationalisation, si l'on nous prouve par mille exemples quotidiens que les Arabes ont une haine bien sincère du "roumi" et plus marquée encore du "naturalisé", il n'en faut pas déduire que les Arabes sont réfractaires au progrès européen, qu'ils repoussent la science en tant que moyen d'existence, outil de bien-être, il faut simplement y comprendre la haine de l'esclave maltraité contre son maître inhumain, contre son frère félon qui a pactisé avec son bourreau, contre une science qu'il utilise pour le bien-être... des autres contre un progrès qui a fixé puis aggravé sa misère.

L'Arabe, sauf quelques gros propriétaires complices des "civilisateurs", l'Arabe ne possède rien, plus même le moindre lopin

* Le projet de loi Blum-Viollette (ex-gouverneur de l'Algérie de 1925 à 1927 devenu ministre de Léon Blum) est tout ce que le gouvernement du front populaire réussit à produire à propos de l'Algérie.
Léon Blum entérine le projet du gouverneur Viollette d'extension du droit de vote à 21.000 musulmans appartenant à l'élite (gradés, diplômés, fonctionnaires). Seul le PPA s'oppose à ce projet visant à *«désagréger la société musulmane»* en créant une minorité de privilégiés.
Ce projet, qui en fait est un obstacle efficace au nationalisme, suscite un tollé général parmi la population européenne en Algérie.
Le projet Blum-Viollette n'est même pas examiné par le Parlement.
Son abandon provoque une déception farouche des partisans musulmans de l'assimilation. Les condamnations pleuvent d'ailleurs sur l'Etoile nord Africaine et les communistes lui reprochent une *«campagne d'une violence inouïe contre le Front Populaire, la CGT, le P.C., le projet Blum-Viollette, le Congrès musulman, les Oulémas, etc»*.

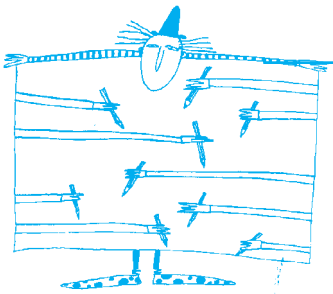
source : Google, sur internet.

de terre sur lequel il vécut si longtemps. Dans le plus grand nombre des cas, il est donc réduit à la condition du "fellah", ouvrier agricole et, pour les 10 à 15 heures de travail, "de la dernière à la première étoile", le colon lui octroie généreusement de 3 francs 50 à 9 francs par jour, selon les saisons... et les colons.
Moyennant ce large salaire, les malheureux doivent encore acheter leur pain au propriétaire qui le leur vend actuellement 2 fr. 20 le kilo environ, très heureux encore quand ce kilo pèse 1.000 grammes. En septembre 1935, le Préfet d'Alger, sur la demande du syndicat agricole de la région de Marengo, vint contrôler le poids de ces "kilos" de pain : il se chiffrait à... 700 grammes.
La nourriture des Arabes se compose de galettes d'orge ou de blé dur et d'huile d'olive. Celle-ci valait 4 fr. 50 il y a un an et coûte aujourd'hui 9 à 10 francs le litre !
Pourquoi les Arabes aimeraient-ils les Français et particulièrement ceux du Front populaire, qui se conduisent envers eux comme les autres, en "colonialistes", et ont laissé monter le coût de la vie dans une proportion telle que les indigènes maintenant meurent littéralement de faim?
Un médecin d'Alger me disait : *«on ne peut compter le nombre des Arabes dont on pratique l'autopsie et dans l'estomac desquels on ne trouve qu'herbes et racines!»*
«Les Français ont apporté la civilisation», m'a-t-on dit, oui, ils ont fait des routes, mais à quoi servent-elles?
— Les indigènes les moins pauvres n'ont encore qu'un âne !
Les maisons modernes?
— Avec quel argent les fellah ou même les petits commerçants pourraient-ils en payer le loyer?
Le progrès technique en général?
— Les malheureux en subissent la dure loi sans jamais en profiter.
Ce ne sont là, très résumées, que les tragiques conditions de vie matérielle de la population indigène de l'Algérie, l'espace manque pour relater quel arbitraire sauvage préside à l'administration communale, fiscale, policière et judiciaire de la colonie.
Les Arabes sont paresseux, voleurs et menteurs, paraît-il, évidemment! Mais compte tenu de leur tempérament, sans doute indolent, comment ne seraient-ils pas paresseux, mourant de faim, rongés de maladie, vivant sans une joie, sans un soupçon de bien-être? Qui ne serait paresseux quand on gagne cinq francs à travailler 12 heures par jour?

Voleurs? qui ne le serait ayant l'estomac vide?
Menteurs? qui ne le serait quand le "maître" a toujours raison, possède en fait un droit de vie ou de mort sur vous, que vous ne pouvez avoir le courage de vos actes ou de vos opinions, car vous êtes le plus faible et qu'il y a la famille qui a faim et qui attend de vous la galette d'orge et le litre d'huile?
Ce n'est pas en donnant le droit de vote à 20.000 indigènes sur une population de 6 millions d'habitants que la France s'attachera l'amitié du peuple arabe.

Faisons donner aux indigènes le bien-être matériel, construisons les deux ou trois mille écoles qui leur manquent, offrons-leur la possibilité de vivre dans des maisons qui ne soient pas d'immondes écuries auprès desquelles les baraques de la "zone" parisienne sont des palais, introduisons dans l'administration algérienne un esprit démocratique pour remplacer l'esprit esclavagiste, mettons des éducateurs en place des gardes-chiourmes, remplaçons la féodalité coloniale privée par des administrateurs et des ingénieurs, plaçons des juges et non des bourreaux, ayons le courage d'abattre les caïds et les marabouts qui, s'appuyant sur le Coran, exploitent jusqu'au sang leurs naïfs compatriotes, et se sont faits des colons et fonctionnaires français les serviles compères, à la barbe d'un gouvernement général scandaleusement aveuglé et d'une métropole dont l'ignorance probable relève de la plus ignominieuse complicité.
Camarades!
Il y a trois départements français dans lesquels l'esclavage n'est pas encore aboli.

Philippe Antoine.



À PROPOS D'ALBERT JACQUARD

Je réagis au courrier de S. B. de Vaulx-en-Velin, paru dans la GR 1060 :« …Pourquoi des personnalités comme l'Abbé Pierre, Albert Jacquart, et qui sais-je encore, sont-elles sourdes à des propositions novatrices d'économie?». Qu'ATD Quart-monde ait accepté un abonnement de six mois offert par ce lecteur, qu'Albert Jacquard ait reçu la GR plusieurs années gratuitement, sans en faire écho c'est une honte. Cela, au regard des souscripteurs de "pour que vive la GR" ne pose-t-il pas la question : qui sont ceux que cette lecture intéresse mais ne peuvent pas payer? J'ai noté, au hasard des interventions d'A.J. à la radio, quelques citations qui me semblent bien décalées en rapport de son attitude. Par exemple celle-ci : «À partir du moment où on est détenteur d'une certaine connaisance, on a le devoir de le dire, de le proclamer.» Pourquoi ne s'est-il pas appliqué à lui-même ce devoir vis-à-vis de l'ED?

Voici une autre citation de ses interventions à la radio : «Le ministre de l'économie ne devrait pas être le premier des ministres, mais le dernier, celui qui donne les moyens aux autres de réaliser leurs projets pour la société.»

Et une dernière : «Lister les établissements d'enseignement d'après les résultats au bacc est une grave erreur… l'enseignement devrait servir à former les intelligences… et j'ai l'impression de vivre dans une société en plein acné juvénile.»

J. B. St Cyr-l'École

***

À PROPOS DE
"LE CHARLOT QUI PASSE" (GR 1061)

Pas aussi «charlot» que cela… Le petit garçon, devenu grand, ne manquait pas d'idées (peut-être l'influence de la caverne, la grotte préférée à l'étable par Roger Winterhalter, d'autres y furent sensibles…). Et il ne manquait pas, non plus, de puissance pour les faire aboutir tout seul. Mais ce brave garçon a perdu toute crédibilité lorsqu'il s'en remit à son père pour la réalisation. Il ne pouvait pas ignorer que celui-ci avait transcrit depuis déjà lontemps ses très mauvais penchants. Il aurait du savoir, aussi, la suite de l'histoire : que le père n'allait pas être attendri par la naissance de son fils, pourtant unique, et qu'il allait continuer à se conduire comme le dernier des derniers, en organisateur de toutes les exploitations, de la traite des noirs, de la domination des femmmes et du triomphe d'un capitalisme opusdéen, etc… Mais j'oubliais, que prudent, face au jugement de l'histoire, il avait donné à l'homme la "liberté de faire le mal"! Ben voyons…

Non, sans plaisanter, ne nous donnez pas comme référence de telles paroles "verbales" reprises, de leur soi disant auteur, par des générations de Saint-Jean plus hypocrites les uns que les autres, au double langage.

Illustration venant de la même source :«tu obéiras à ton maître comme à moi-même». Notre ami et généreux Roger a oublié de citer cette «chose étonnante et vraie».

A tout rédacteur de notre chère et décapante E.D. : ne mettez pas le doigt entre l'écorce et l'arbre des références évangéliques faciles, elles nous feraient glisser dans la "guimauve", les militants distributistes et humanistes souvent fatigués, mais persévérants, méritent mieux.

R.M., Cantenay-Epinard.

RÉPONSE DE LA RÉDACTION : mea culpa. Nous n'avions pas été sensibles à ce que vous critiquez et seulement vu, dans l'histoire racontée par le charlot qui passait, le constat que tous les prêches et toutes les prières, pendant plus de deux mille années, n'ont pas réussi à supprimer la misère.

***

Qui a voté Non à leur Europe capitaliste, anti-démocratique, anti-laïque et à un "pouvoir" (aux ordres de Bruxelles!) politique français illégitime, fin mai 05? C'était des Français non organisés politiquement (rappel : le PCF n'a fait que 3,5% aux dernières présidentielles), écoeurés d'une gestion capitaliste sauvage (y compris, depuis 1983, par des soi disant gens de "gauche" qui se prétendent socialistes, communistes et écologistes), de plus en plus barbare (= morts de la canicule, sacrifiés du sang contaminé, décès par le froid l'hiver, etc…), d'une économie de plus en plus délabrée (clients toujours plus nombreux aux "restos du coeur, "salariés-SDF" d'une paupérisation et d'une précarité toujours plus grandes).

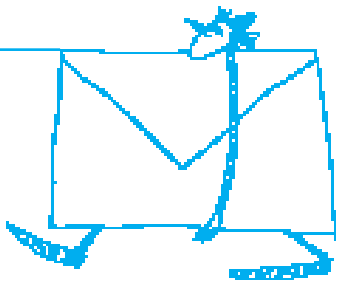
Ces Français, disais-je, ne sont pas des ânes, comme beaucoup ont voulu le faire croire, ils ont refusé cette conception du monde des puissants. Ils n'avaient pu le faire avant, bernés par des partis politiques "électoralistes" et une constitution de 1958 anti-démocratique…

Les Néerlandais aussi ! Les autres peuples européens aussi, sans doute, si on leur en avait donné les moyens.

J'ai compris votre souci de nous concentrer essentiellement sur votre théorie et proposition d'Economie Distributive, de vous impliquer le moins possible dans des débats politiques… Mais jamais les puissants, les multinatinales (pétrolières en particulier, capables de sacrifier tout un peuple, voir les Karen de Birmanie, entre autres exemples) n'accepteront de perdre leurs pouvoirs économiques, plus forts que les Etats eux-mêmes. Pour nos jeunes générations (quel monde vont-ils vivre…?) il faudra bien contraindre les capitalistes et préparer une révolution (dans le vrai sens du terme = changement économique radical) en la souhaitant la moins meurtrière possible. Mais les meurtriers, ce sont eux! Voir, de nos jours, l'Irak. Alors, je pense qu'il faut recréer un vrai parti politique socialiste (du vrai, pas à la sauce hollandaise, je parle de François, bien sûr). Nous y sommes obligés, car nous allons droit dans le mur!

M.G., Pleven.

***



À PROPOS DES VŒUX

En ce qui concerne les vœux, je ne peux que vous approuver. Comment offrir des vœux à ceux (la grande majorité) qui disposent de moins en moins du nécessaire pour vivre décemment? Je suis tout à fait révoltée devant l'indécence de ces cas navrants égrenés aux JT par des journalistes quasi robotisés, par l'incompétence de plus en plus évidente des dirigeants et responsables politiques, totalement obnubilés par la perspective des prochaines élections, par le dérisoire et l'insuffisance des "solutions" proposées.
Je voudrais croire de toutes mes forces en la jeunesse qui nous pousse et qui a sûrement envie d'autre chose que ces défroques et vestiges en lambeaux que prétend lui offrir cette société moribonde.

R.R., Plobannalec.

***

À PROPOS DE DÉCROISSANCE

Je transmets mon réabonnement avec retard et j'en profite pour vous remercier de poursuivre l'envoi du journal après la date d'échéance ! C'est toujours avec grand plaisir que je lis la Grande Relève, grand plaisir mais aussi consternation. En effet, comment expliquer que de telles idées (de bon sens, serais-je tenté de dire !) ne sont pas plus partagées dans la société actuelle? Jusqu'où doit-elle se déliter pour que les tenants du capitalisme et du libéralisme daignent enfin prendre conscience de l'impasse dans laquelle ils nous mènent ?
*Dernièrement, j'ai vu le film canadien "The take". Il décrit, suite à la faillite de l'Argentine, la réappropriation des moyens de production (usines mécaniques, textiles…) par les salariés. Il en montre des aspects tout à fait intéressants : un salaire égal pour tous, quelle que soit la qualification et l'organisation autogérée de la production… Toutefois, je crois qu'il faut mener plus loin la réflexion concernant l'**utilité** de telle ou telle production. Pourrait-on se permettre, en économie distributive, de produire des 4 x 4, des téléphones portables, des armes, des fours à micro-ondes, etc…?*
Les thèmes mis en avant par les défenseurs de la décroissance ne peuvent pas être séparés d'une réflexion plus globale sur l'organisation de la production dans une société.
Ainsi, ne peut-on pas imaginer une décroissance distributiste?

R.F., Grasse

RÉPONSE : Bien sûr, et l'une des raisons essentielles de défendre le distributisme, c'est justement qu'il permet - enfin ! - *le débat* démocratique à propos du développement, de choisir entre croissance ou décroissance selon les cas, les possibilités et les conséquences. Alors qu'aujourd'hui ce sont les financiers qui décident de l'orientation à donner à l'économie, nous affirmons au contraire qu'il appartient à la société civile de débattre de ce qu'elle va produire, dans quelles conditions, en quelles quantités et à quels prix, et nous montrons comment cette organisation nécessaire peut être démocratique.
Alors la question est plutôt : comment se peut-il que tout écologiste ne soit pas distributiste?

***

Il faut continuer à informer, à alerter! Car nous vivons une catastrophe humanitaire, même dans nos pays dits développés où l'abondance des biens matériels, culturels et de services n'est pas encore maîtrisée. En effet, le développement n'est plus uniquement matériel. Il a tout envahi et notamment la personne. Celle-ci doit maintenant viser son propre développement. Alors que la société, donc l'économie, peut désormais s'ouvrir à tous, la misère et la désespérance augmentent!
Nous vivons une grande catastrophe. La classe dirigeante financière, dont la classe politique est à la solde, réalise-t-elle vraiment combien les événements (canicule 2003, émeutes des banlieues 2005, dette publique et tant d'autres…) sont autant de signes montrant la déliquescence de ce système?
Poursuivons notre diffusion. J'ai envoyé récemment au Maire de Fécamp, Vice-Président du Conseil Général 76, l'article de Roland Poquet "Ré-enchanter le socialisme" et un article de présentation de l'économie distributive de Jacques Duboin. Je pense envoyer une information à M.Dupeyroux.
La logique de pensée politique est contrainte à se transformer à la lumière de l'économie de partage.

M. T., Eletot.

AVIS !!

La Poste a entrepris de dresser ses "clients". Gare à nous!
Une lectrice de Montpellier a vu son journal retardé volontairement pour lui apprendre que son code postal 34000 devait être modifié en 34070.
Un journal nous est revenu pour adresse incorrecte parce que la ligne portant le nom de l'immeuble suivait la ligne portant le nom de la rue, et non l'ordre inverse.
Nous avons été "informés" que 25% des lettres envoyées à la boîte postale avaient une adresse "incorrecte" : il faut indiquer d'abord le nom du journal (éviter si possible d'ajouter un nom personne), puis le numéro de la boîte postale, le code postal correct et ne pas omettre le cedex.
Enfin, à notre bureau de Poste local, "l'appel des facteurs" (qui permettait d'acheminer le courrier si l'adresse était incomplète ou mal lisible) est supprimé.
Pour être plus compétitive la Poste entend ainsi réduire ses frais en limitant le nombre de ses employés.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

J. Hervé 2 - G. Lecha 7 - P. Magre 7 - J. Mathieu 13 - Mle Reynier 2 - A. Richard 27 - Mme Robier 7 - B. Simonnet 14 - R. Brusseau 23 - G. Chauvin 7 - J. Chauvin 22 - M. Coty 37 - Mme Eisler 12 - Mme Frete 10 - L. Gosset 4 -Mme Gremion 17 - P. Bauge 7 - Ch.Bauny 23 - M. Bourrelly 2 - Mme Mathelon 27 - R. Desert 2 - J. Garnier 7 - J. Rocq 27 - R. Béné 17 - B. Ballet 17 - J. Silvotti 7 - J. Maziere 7 - G. Leray 7. Total 361 euros. (Liste arrêtée le 23 janvier 2006)

Merci à tous!

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).

L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place… mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles. Ce *"revenu social"* est versé en *"monnaie de consommation"* et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extention et ses perfectionnements) revêt la forme d'un *"service social"* accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les compléte de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car

pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI**
ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**.
de Jacques Duboin. Un livre plein d'humour, écrit en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.
(prix 9,90 euros franco).
- **JACQUES DUBOIN**
Extraits choisis dans son œuvre.
(prix 1 euro franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**.
de Marie-Louise Duboin. Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société. (16,70 euros franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**.
Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
(3,80 euros franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
(3,80 euros franco).
- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,
N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).
- Et un résumé de nos thèses (recto verso en A4 pour être photocopié) est également disponible.

on peut les commander au journal.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
Commission paritaire N° 0408 K 83051 · **ISSN :** 0398-2076
Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER , LASSERPE.
Impression : ARTIS · **Diffusion :** NMPP

Adresse postale : BP 108 78115 Le Vésinet Cedex
Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04
Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr
Site internet : http://economiedistributive.free.fr

TARIFS D'ABONNEMENT (11 N° par an)

France (régime intérieur pour la Poste) . . . . .23 euros.
abonnement de soutien : 14 euros par exemplaire en plus.
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . . .27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . . .28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P- M-Orient) 27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . . .29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par chèque bancaire
ou par CCP :
N°de compte 13 402 39 M Paris
références internationales:
IBAN : FR46 3004 1000 0113 4023 9M02 088
BIC : PSSTFRPPPAR